

LES PALESTINIENS ONT BESOIN D'AUTRE CHOSE QUE DES PROTESTATIONS HYPOCRITES DES BIDEN ET DES MACRON

300 000 Palestiniens errent dans le nord de Gaza, tentant comme ils le peuvent de récupérer de la nourriture, renonçant souvent à s'approcher des colis largués au titre de l'aide humanitaire, parce que les soldats israéliens les prennent pour cible. Dans le sud, plus d'un million de Gazaouis sont entassés, menacés en permanence par l'armée israélienne - snipers, drones, tout l'arsenal moderne est mobilisé, officiellement contre le Hamas, en réalité contre la population.

Biden-Macron complices de six mois de massacre

Les dirigeants israéliens utilisent la famine comme arme de guerre, bombardent les populations civiles, utilisent des balles explosives pour mutiler des gosses. Tout cela est documenté. Mais c'est seulement le 4 avril que Biden a décidé de hausser un tout petit peu le ton vis-à-vis du Premier ministre israélien, Netanyahu. Il a conditionné l'aide américaine à la « protection des civils » palestiniens et à l'acheminement de l'aide humanitaire... Mais les livraisons d'armes se poursuivent jour après jour.

Cela fait six mois que l'armée israélienne massacre. Plus de 30 000 morts, dont plus de 40 % d'enfants, 75 000 blessés, dans des hôpitaux bombardés et manquant de tout. Biden et les dirigeants des puissances impérialistes comme Macron ont l'indignation tardive et, dans les faits, soutiennent l'armée israélienne : les dirigeants israéliens se livrent à un génocide dont les Biden et les Macron sont complices.

L'ordre impérialiste contre les peuples

Complices, les prédécesseurs de Macron l'avaient aussi été durant un autre génocide, celui de 800 000 membres de la minorité tutsi par le gouvernement hutu au Rwanda il y a trente ans.

Macron a failli reconnaître du bout des lèvres que l'armée française aurait pu l'éviter, avant de se rétracter. L'armée française a en fait été une complice active du génocide rwandais et, depuis, l'armée et le gouvernement français n'ont eu de cesse de propager des mensonges sur ce qui s'est passé alors. Faudra-t-il attendre trente ans pour qu'un obscur successeur de Macron reconnaisse qu'il aurait été possible de cesser de livrer des armes à Israël et de s'en prendre au gouvernement israélien coupable de ce qu'eux-mêmes nomment des crimes de guerre ?

Mais ce n'est pas un hasard si la dénonciation n'est que verbale. Les puissances impérialistes sont des soutiens inconditionnels de l'État sioniste qui est leur bras armé dans une région dont ils pillent les ressources, empêchent le développement, maintenant les populations dans la misère avec l'aide de dictateurs locaux. Ces derniers, qu'il s'agisse des dirigeants égyptiens, syriens, iraniens et autres ont tous réprimé des soulèvements populaires : ils protestent verbalement, mais ils ne lèvent pas et ne lèveront pas le petit doigt pour s'opposer au massacre, trop

contents que leurs propres peuples voient ce qui peut arriver quand on relève la tête.

Manifester notre solidarité

Depuis plus de 75 ans, les Palestiniens n'ont pu compter que sur eux-mêmes et sur le soutien des manifestations populaires dans le monde. Samedi 6 avril, 100 000 manifestants ont défilé à Tel-Aviv pour réclamer la démission de Netanyahu. Même si la plupart ne remettent pas en cause la guerre, c'est un facteur de fragilisation du gouvernement israélien d'extrême droite.

Les manifestations doivent se poursuivre partout. Faut-il rappeler les accusations proférées par nos gouvernants contre ceux qui, ici, voulaient manifester leur soutien au peuple palestinien ? Les interdictions, les poursuites judiciaires, alors que nous n'avons fait que dénoncer ce que Macron et Biden reconnaissent aujourd'hui ?

Il reste essentiel de manifester contre ce qui se passe à Gaza, pour contraindre les dirigeants impérialistes à cesser d'envoyer des armes au gouvernement israélien, et pour que prenne fin la colonisation et l'oppression du peuple palestinien.

A Caen, rendez-vous tous les samedis à 15h en face du Monoprix.

**Pour un monde sans frontières ni patrons,
Urgence révolution !**

Le NPA sera présent aux européennes ce 9 juin !

À l'heure où la marche à la guerre s'amplifie, où les attaques se multiplient contre les travailleur-ses et où les frontières font des milliers de morts en Méditerranée, nous faisons entendre une voix internationaliste afin de construire l'union des travailleur-ses au-delà des frontières nationales.

Notre liste sera composée de travailleur-ses, d'étudiant-es, et de jeunes salarié-es. Elle sera porte-voix de notre colère et des luttes des exploité-es et des opprimé-es au sein d'un continent où l'immense majorité de la population passe sa vie à la gagner.

Alors pour tenir tête au gouvernement et au patronat, soutenons la liste du NPA conduite par Selma Labib, 28 ans, conductrice de bus et Gaël Quirante, 48 ans, postier !



Ce tract t'a plu ? Passe-le à un ou une amie !

L'hôpital public fait la manche

Pour se payer de nouveaux équipements de pointe qui permettraient de traiter et opérer plus efficacement des patients souffrant de tumeurs cérébrales, le service de neurologie fait maintenant appel aux dons ! La somme des équipements avoisine les 100 000 euros, mais les finances du CHU ne permettent pas cette dépense. L'Etat continue son sabotage de l'hôpital public, 600 millions d'euros d'économies ont été annoncées rappelons-le ! Il est urgent de se mobiliser, défendons notre hôpital public !

CRISE DES HÔPITAUX : JOURNÉE DE MOBILISATION EXCEPTIONNELLE DES PERSONNELS SOIGNANTS



Prévision d'été pourri au Bon Sauveur : fermeture de 2 services d'admission

L'annonce a été faite par la direction la semaine dernière. Ce ne sont pas moins de 40 lits qui fermeront cet été. La justification est la pénurie médicale qui touche l'établissement. Ce constat est un fait, mais l'ARS s'est opposée il y a quelques jours au recrutement de 5 médecins PADHUE (de l'étranger) alors que tout était prêt pour les accueillir. Le prétexte de l'ARS serait "un vice administratif" dans la constitution des dossiers. Le cynisme est total ! L'entreprise de destruction de la psychiatrie

Arnaque intégrale

A l'usine Stellantis (ex-PSA, ex-Citroën) de Caen, le chômage technique touche une majorité des lignes pour le troisième vendredi de suite cette semaine. Au lieu de lisser la charge de travail en réduisant les cadences, la direction fait payer aux salariés (qui ne touchent pas l'intégralité de leur paie, ou pour les intérimaires perdent carrément leur place) les aléas des ventes de voiture. Pendant ce temps, le PDG du groupe Carlos Tavares continue de toucher intégralement son salaire, récemment augmenté de 52 % : 36,5 millions par an, soit 100 000 € par jour, dimanche et jours fériés compris...

850 millions d'économies sur le dos des malades

Ce 31 mars, le doublement des franchises médicales et de la participation forfaitaire, non remboursable par les mutuelles, est entré en application. Les patients devront désormais acquitter 1€ au lieu de 50 centimes par boîte de médicament et les actes paramédicaux, 2€ pour les actes et consultations des médecins, les examens et les analyses de biologie médicale. Quant aux transports sanitaires, la franchise s'établira à 4€. Un impôt déguisé qui va permettre à l'Etat de nous faire les poches à hauteur de 850 millions d'€. Une fois de plus.

Bravo aux collègues de Perpignan !

Le 27 mars, les collègues de l'hôpital de Perpignan se sont rassemblés pour exiger les 4000 embauches nécessaires dans la région pour les services, notamment les urgences. Ils ont reçu le soutien des pompiers qui avaient déjà alerté sur la situation des urgences en automne, en postant sur les réseaux sociaux la longue file de brancards qui s'accumulaient devant l'entrée faute de personnels pour les prendre en charge. Voilà un exemple à suivre !

Gaza : l'armée israélienne se retire d'un hôpital... pour en investir deux autres

Les soldats israéliens se sont retirés du complexe hospitalier d'al-Chifa à Gaza-ville après deux semaines, laissant derrière eux charniers et destructions. Un porte-parole de l'agence de défense civile de Gaza a fait état de 300 morts à l'intérieur et autour de l'hôpital. Des médecins et civils présents ont déclaré à l'AFP que de nombreux corps avaient été retrouvés, dont certains semblaient s'être fait rouler dessus par des véhicules militaires. Aussitôt après avoir quitté al-Chifa, les troupes israéliennes ont lancé des opérations dans les secteurs des hôpitaux de Nasser et al-Amal à Khan Younès dans le sud. De nouveaux massacres en perspective.

publique et de l'hôpital en général est en cours par le ministère de la santé et ses fidèles ARS. Que représentera l'offre de soins dans le département, alors que pas moins de 20 à 30 patients languissent quotidiennement aux urgences ou chez eux en attente d'une place d'hospitalisation à l'EPSM ? Sans parler du devenir de nos collègues, dont certains ont déjà reçu un courrier de "remerciement" ne renouvelant pas leur CDD, d'autant que la fermeture définitive de ces services est même évoquée.

A cela les soignants de cet établissement, et des autres, n'ont qu'un seul remède pour s'opposer à la destruction de la santé publique, c'est la lutte ! Comptons sur eux pour renverser la vapeur et leur faire ravalier leur projet rétrograde.

Le social s'y met

Le 4 avril, à Caen, ce sont 250 à 300 travailleuses qui se sont relayées devant le Conseil Départemental de Caen à l'occasion d'une journée nationale de lutte pour les salaires et les conditions de travail dans le social et le médico-social. La réussite de la mobilisation, ici et dans 70 autres villes, est incontestable dans un secteur où les structures sont petites et éclatées. Les raisons de la colère sont nombreuses : maltraitance salariale, alignement sur le bas des différentes conventions collectives, dégradation croissante des conditions d'exercice et un manque de moyens de plus en plus criants...

Les collègues présentes étaient visiblement satisfaites de se retrouver toutes ensemble, mais elles savent aussi qu'une journée ne suffira pas pour obtenir satisfaction. Alors quand est-ce qu'on remet ça ?

Réunion publique sur la situation à Gaza
Témoignage du Dr Chemseddine Bouchakour

Mercredi 17/04 à 19h,
Maison de Quartier Caen-Centre,
9 Rue Neuve Bourg l'Abbé

Le Docteur Chemseddine Bouchakour, médecin à Lille et ancien réanimateur anesthésiste au CHU de Caen viendra témoigner de sa mission à Gaza du 22 janvier au 6 février.

Réunion organisée par le Collectif 14 de Solidarité avec la Palestine.